

UNITÉ

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

Tout comprendre
sur la dette,
les déficits,
et la crise

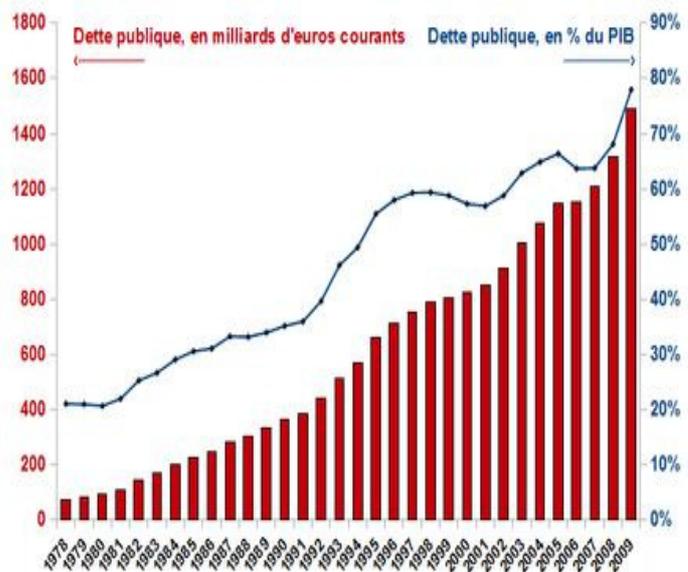
Déficit et dette: des vérités bonnes à dire

Recouvrement de la dette, baisse des déficits, austérité, tour de vis fiscal... Le matraquage médiatique faisant insidieusement son œuvre, il devient difficile pour de nombreux salariés de résister aux sirènes des agences de notation et des fonds spéculatifs. Il convient donc de préciser les termes du débat qui nous oppose aux libéraux sur le déficit et sur la dette, ainsi qu'à éclairer les chiffres que le camp d'en face déverse quotidiennement pour convaincre ces idiots de salariés qu'il n'y a rien d'autre à faire que de se serrer la ceinture.

La dette publique n'est rien d'autre que la somme des déficits annuels contractés par l'État, les collectivités locales et la sécu. Ces différents déficits se décomposent à leur tour en solde primaire (la différence brute entre recettes et dépenses) d'un côté, et intérêts à verser aux créanciers de l'autre. En 2010, le déficit public atteignait plus de 135 milliards d'euros (7 % du PIB) et la dette s'élevait, au 1er trimestre 2011, à près de 1650 milliards d'euros (84, 5 % du PIB). Pour dédramatiser immédiatement la portée de ces chiffres astronomiques, il faut préciser qu'en 2010, la dette n'a coûté à la France « que » 125 milliards d'euros, somme correspondant au versement des intérêts (42 milliards), mais aussi au remboursement du capital des titres arrivés à échéance (83 milliards). Ainsi, ramené à une

année, comme l'est le calcul de la richesse nationale produite, ce que l'on appelle le coût global de la dette correspond à moins de 6, 5 % du PIB pour l'année écoulée.

Toutefois, cette relativisation du problème ne nous permet pas de faire l'économie d'une analyse socialiste de la dette, puisqu'elle constitue actuellement l'arme la plus acérée du capital pour imposer ses contre-réformes aux salariés. Un document du FMI daté de novembre 2010 n'assurait-t-il pas que « les pressions des marchés pourraient réussir là où les autres approches ont échoué » ?



Vos questions:

Faut-il réduire les déficits ? Pourquoi l'austérité n'est-elle pas la bonne solution ? Des États qui font défaut, ça existe ? Qu'est ce qu'une niche fiscale ? Les *Eurobonds* peuvent-ils nous sauver ? Que faire pour régler le problème de la dette ? Comment diminuer le déficit ?

Nos réponses...

Dossier spécial crise

1) Faut-il réduire les déficits ?

Pour la gauche, notamment en cas de récession, il peut être légitime d'utiliser l'arme du déficit pour relancer la machine économique. Le retour de la croissance permet ensuite théoriquement de rééquilibrer les comptes de l'État. De notre point de vue, les vieilles recettes keynésiennes, qui s'attaquent aux excès du capitalisme sans pour autant le détruire à la racine, ne peuvent que constituer la première étape d'une politique économique socialiste. La seconde étape aura ensuite pour objectif, en s'appuyant sur les salariés rendus combatifs par les hausses de salaires et l'inversion du rapport de force en leur faveur, **d'exproprier le capital qui cherchera fatalement à revenir sur les compromis keynésiens qu'il aura dans un premier temps tolérés.**

Pour imposer ses exigences, la bourgeoisie s'appuie sur le creusement des déficits, car qui dit déficit dit emprunt, et donc rapport de force entre l'État et ses créanciers. Les bons du trésor ne sont en réalité pas tant appréciés par les spéculateurs parce qu'ils constituent un placement sûr, que parce qu'ils incarnent la soumission de l'État débiteur à leur volonté. N'était-ce pas la fonction essentielle du feu « grand emprunt » de Sarkozy que de prouver aux « marchés » sa loyauté à leur égard ?

Le déficit est donc une arme à double tranchant et il serait ridicule de se dire partisan de son creusement parce que nous sommes de gauche. Dans l'attente du bras de fer décisif contre les actionnaires, un gouvernement de gauche devrait donc faire sien cette maxime : **aussi peu de déficit que possible, autant de déficit que nécessaire.** Rien à voir avec la « règle d'or » de Sarkozy...

2) Pourquoi l'austérité n'est-elle pas la bonne solution ?

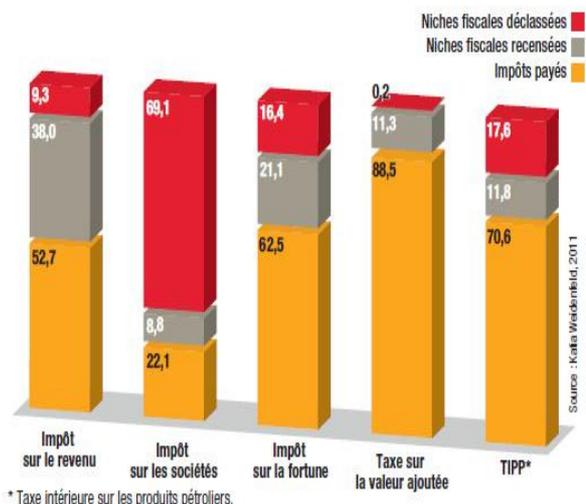
Depuis 2008, l'austérité est devenue la politique officielle de tous les gouvernements de la zone euro. La recette est simple : réduire les dépenses de l'État, comprimer les salaires, combattre l'inflation et miser sur l'épargne des entreprises. La rigueur a été administrée aux peuples à de nombreuses reprises pendant le XXe siècle et, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il s'agit d'une potion indigeste... Que ce soit au lendemain de la crise de 1929, par le président US Hoover, le chancelier allemand Brüning et notre cher Laval, que ce soit dans les années Thatcher-Reagan suite aux deux chocs pétroliers, ou encore depuis l'explosion de la crise des *Subprimes*, les politiques d'austérité ont toujours échoué et n'ont que le

mérite d'organiser le chômage de masse, la précarité et de creuser les inégalités sociales ! Tout est basé sur l'investissement privé, et c'est là que se trouve l'erreur. Le privé profite de ces politiques pour rétablir un taux de profit avantageux. Ses caisses se remplissent, pas le porte-monnaie des salariés. 1 point de PIB de dépenses publiques en moins c'est 1% de croissance en moins. Avec l'austérité, c'est la mise en place d'un cercle vicieux où seul le capital se refait une santé.

Bien au contraire, soutenir la croissance permettrait de doper la consommation et de remplir les carnets de commande. S'instaure un cercle vertueux qui augmente les recettes (hausse d'impôts, plus de cotisants) et qui *in fine* tend à baisser les dépenses sociales puisque il y aurait moins de chômeurs.

Qu'est-ce qu'une niche fiscale?

Une niche fiscale est une mesure dérogatoire, qui permet aux ménages, un peu, et aux entreprises, surtout de réduire le montant de ses impôts. En France, on en dénombre plus de 500 qu'il convient de diviser en deux catégories. Celles qui sont répertoriées représentent un manque à gagner pour l'Etat de 65 milliards d'euros. Et des niches dites « déclassées » puisqu'elles disparaissent arbitrairement du recensement officiel, qui grève le budget de 80 milliards d'euros. **Soit en tout 145 milliards d'euros c'est-à-dire 95% du déficit public annuel.** Même si quelques unes d'entre elle favorise l'emploi et la consommation, 3/4 des niches fiscales en valeur favorisent les plus riches, les grosses entreprises et la rente. Les supprimer permettrait ainsi d'asphyxier la spéculation financière tout en augmentant les recettes de l'Etat.



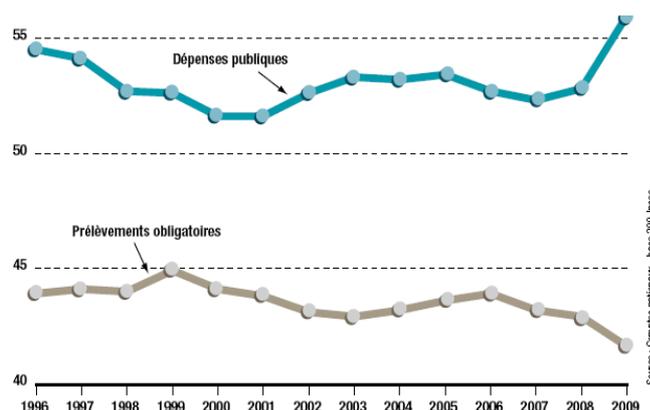
Dossier spécial crise

3) Dans ce cas, comment diminuer le déficit ?

Les libéraux et leur valets médiatiques mentent quand ils répètent à l'envi que le déficit s'explique par le niveau trop élevé atteint par les dépenses publiques. En effet, il faut le dire et le redire, mais elles baissent depuis... 1996, date à laquelle elles atteignaient 54,5 % du PIB !

En 2007, elles ne correspondaient plus qu'à 52,5 %. Dans le même laps de temps, le déficit se maintenait entre 2 et 4 % et la dette passait de 55 à plus de 67 % du PIB... Laissons donc les libéraux à leur délire idéologique pour regarder la réalité en face. Le creusement du déficit est dû depuis plus de 15 ans, à la baisse vertigineuse des recettes publiques. C'est donc les dogmes sur le « coût » du travail et sur les fameuses « charges » sociales qui produisent du déficit, et non les dépenses de la sécu ou le financement des services publics ! En 2007 par exemple, si l'on additionne les pertes dues aux baisses de l'impôt sur les sociétés, aux niches fiscales et aux exonérations de cotisations sociales patronales, on obtient au minimum la somme astronomique de 101 milliards d'euros, qui correspondait alors à $\frac{3}{4}$ du déficit annuel total.

La droite a consciemment creusé les déficits en appliquant une politique de baisse systématique d'impôts pour les riches, ce qui a fait automatiquement augmenté les intérêts de la dette versés aux rentiers. Au final, ils gagnent sur les deux tableaux, puisqu'ils peuvent prêter à des taux plus qu'intéressants à l'État cet argent



qu'il leur a lui même rendu sous forme de baisse d'impôt ! Pour les salariés, la double peine et le double jackpot pour les spéculateurs... Face à cet « ordre » libéral à la dérive, il n'y a qu'une solution : la hausse brutale des recettes, puisque les dépenses publiques sont dans la réalité insuffisantes pour répondre à la demande sociale. Que ceux des nôtres qui craignent pour leur réélection dès que l'on parle de hausse des prélèvements se rassurent : nous savons où se trouve l'argent et c'est là que nous irons le chercher, sûrement pas dans les poches des salariés.

Si la gauche veut vraiment diminuer le déficit, il ne faudra pas qu'elle parle de « nécessaires sacrifices » ni d' « efforts partagés ». Ceux d'en face se gavent depuis tant d'années ! C'est bel et bien dans les coffres-forts de la bande du Fouquet's que nous piocherons sans une seule once de pitié.

4) Les Eurobonds peuvent-ils nous sauver ?



Les Eurobonds (l'anglicisme pour euro-obligations) proviennent d'une idée tout à fait louable, pour nous, ardents défenseurs d'une Europe fédérale, puisqu'il s'agit pour tous les pays membres de la zone Euro d'émettre des titres communs de leur dette. Le taux d'intérêt de la dette serait ainsi le même pour tous et il serait forcément plus faible pour la majorité des pays car garantie par beaucoup plus d'États.

Ces eurobonds apparaissent dès le premier coup d'œil comme un bon moyen pour « rassurer les marchés ». C'est un moyen de restructurer la dette, sans lui tordre le cou. On oublie alors de se poser la question démocratique de l'annulation partielle ou totale de la dette (cf. questions 5 et 6). **Les eurobonds confirmeront la réduction du rôle du politique et de l'État, réduits au rôle de pompiers au secours des défaillances du Marché.**

D'un point de vue politique, il y aura deux obstacles à franchir. Premièrement l'Allemagne, qui a aujourd'hui le taux d'intérêt de sa dette le plus faible de la zone euro et qui risque de voir celui-ci légèrement augmenter avec la mutualisation européenne de la dette. Une augmentation d'1% de taux d'intérêt entraînerait un coût supplémentaire de près de 25 milliards en 10 ans.

Vient ensuite la perte de souveraineté nationale relative à la maîtrise de la dette. Les partis de droite et d'extrême-droite qui divisent déjà les salariés européens entre eux sur le remboursement la dette grecque (pourquoi la France aide la Grèce?), et qui ont le vent en poupe en Europe, n'accepteront pas un nouvel abandon de souveraineté nationale au profit de l'Europe. L'idée des eurobonds ? Une fausse bonne idée à la fois superficielle et impraticable...

Comité de rédaction :
Johann Cesa (42) Unité mensuel gratuit publié par l'Offensive Socialiste
Thomas Chavigné (31) Numéro 41 | Août - Septembre 2011
Tunjaï Cilgi (64) Courriel : offensive.socialiste@gmail.com
Jean-François Claudon (75) Maquette : Johann CESA
Mehdi Dardouri (42) Annonce :
Julien Guérin (77) Nous cherchons un ou plusieurs dessinateur
Anthony Gratacos (77) (s) humoristique(s) afin d'illustrer chaque
Laurent Johnny (43) mois l'actualité dans les colonnes d'Unité.
Ernest Simon (44) Si vous êtes intéressés, merci de vous faire
Morgan S. Trouillet (75) connaître par Anthony au 06 19 77 64 08.

Lisez Unité, le journal de l'Offensive Socialiste

et retrouvez les articles de ce
numéro et des précédents sur

www.offensivesocialiste.wordpress.com

5) Dans ce cas, que faire pour régler le problème de la dette ?

Cela va de soi, mais il bon de le rappeler : un État n'est ni un particulier, ni une entreprise. Il ne connaît pas l'alternative « purge ou faillite ». Un État peut et doit restructurer sa dette quand le sort de la nation est en jeu. Il le peut car, contrairement à une banque, il dispose de la force publique et de la continuité historique nécessaires pour lever l'impôt et faire face à ses engagements. Une éventuelle insolvabilité temporaire ne le prive pas de cette capacité, loin s'en faut. Il le doit parce c'est le travail normal des banques et des fonds spéculatifs de discriminer entre bons et mauvais payeurs. Si, en raison de la crise du capitalisme, ces institutions prêtent à n'importe qui et sont incapables d'anticiper les défauts de paiement, c'est leur problème, pas le nôtre !

Pour tous les États européens, à commencer par la Grèce, l'Irlande et le Portugal, **l'unique issue est la restructuration en profondeur de leur dette souveraine**. D'ailleurs, la baisse des taux et l'allongement des prêts de la troïka UE-BCE-



FMI à la Grèce constituent déjà en soi une restructuration qui ne dit pas son nom. Mais restructurer n'est pas tout : tout dépend qui en prend l'initiative. Si ce sont les spéculateurs qui dictent leurs conditions pour renflouer un État, ce ne pourra être qu'en vue de desserrer un temps leur étreinte mortelle afin de se nourrir

un peu plus longtemps sur la bête. Rien de tout cela si ce sont les peuples qui prennent l'initiative de la restructuration. Eux n'ont pas besoin des parasites de la finance de marché pour vivre. Il leur sera donc possible d'imposer leurs conditions à des institutions financières divisées qui seront prêtes à tout pour ne récupérer ne serait-ce qu'une infime

partie de leur mise. Appuyé sur la mobilisation populaire, un gouvernement de gauche pourra décréter un moratoire sur la dette et lancer un audit des finances publiques sous le contrôle des salariés et de leurs organisations. Ce sera aux peuples et à eux seuls de décider les dettes qu'ils honorent, celles qu'ils restructurent... et celles qu'ils annulent purement et simplement !

6) Des États qui font défaut, ça existe ?

Ceux d'en face ont beau nous expliquer que ce serait un cataclysme, c'est l'hypothèse la plus probable pour les prochains mois. Les échéances de la fin de l'année 2011 vont être extrêmement difficiles à honorer, notamment pour la Grèce. Il faut donc se préparer à l'éventualité d'un défaut de paiement, qui ne serait un catastrophe que pour la finance de marché. Le monde s'en remettra comme il s'est remis par le passé de plusieurs restructurations profondes de dette souveraine.

L'annulation de la dette argentine en 2001 prouve, qu'aucun cataclysme n'est à prévoir après la restructuration. En réalité, c'est la crise qui rend nécessaire l'annulation et non l'annulation qui précipite la crise. En effet, l'Argentine a pu revenir très rapidement sur les marchés financiers pour se financer, puisque le pays était désormais doté de finances publiques on ne peut plus saines, suite à l'annulation de la dette, et qu'il connaissait une forte croissance économique. Pas étonnant que les marchés, qui sont prêts à vendre « eux-mêmes la corde avec laquelle nous les pendrons », comme disait Lénine, ne se soient pas offusqués de « l'irresponsabilité » des Argentins et qu'ils se sont empressés d'accorder des prêts très avantageux à ces mauvais payeurs. A croire, décidément, que l'annulation, c'est la santé !

Dossier réalisé par Jean-François CLAUDON et Johann CESA